



Plan Local d'Urbanisme

Commune de Merlimont

Modification n°2 du PLU

Vu pour être annexé au PLU,
suite à la délibération 2021-304,
en date du 30/09/21,
approuvant la modification n°2.
Fait à Montreuil-sur-Mer,

Le Président,

Bruno COUSEIN



Dossier Administratif



Sommaire

I - Lancement

- Arrêté d'engagement de la procédure
- Certificat d'affichage (mairie de Merlimont)
- Certificat d'affichage (CA2BM)
- Parution

II. Personnes publiques associées

- Courriers de saisine
- Tableau récapitulatif des avis PPA
- Retours AR
- Avis des services + Autorité environnementale

I. Lancement



Numéro de l'acte	2021-40
Nature de l'acte	ARRETE
Matière de l'acte	2.1 Documents d'urbanisme

Objet : Engagement de la procédure de modification du PLU de la commune de Merlimont

Le Président de la communauté d'agglomération des 2 Baies en Montreuillois,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L.153-36 à L.153-44, R. 104-8, R.153-20 et suivants ;

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L. 123-1 et suivants et R. 123-1 et suivants ;

Vu la décision n° 400420 du 19 juillet 2017 du conseil d'Etat (ECLI:FR:CECHR:2017:400420.20170719), Art. 1 : Sont annulés les articles R. 104-1 à R. 104-16 du code de l'urbanisme issus du décret du 28 décembre 2015, en ce qu'ils n'imposent pas la réalisation d'une évaluation environnementale dans tous les cas où, d'une part, les évolutions apportées au plan local d'urbanisme par la procédure de la modification et, d'autre part, la mise en compatibilité d'un document local d'urbanisme avec un document d'urbanisme supérieur, sont susceptibles d'avoir des incidences notables sur l'environnement au sens de l'annexe II de la directive 2001/42/ CE du 27 juin 2001 ;

Vu l'arrêté Préfectoral du 31 août 2016 portant création au 1er janvier 2017 de la Communauté d'agglomération des deux baies en montreuillois (CA2BM) issue de la fusion des communautés de communes du Montreuillois, Opale Sud et Mer et Terres d'Opale

Vu l'arrêté Préfectoral complémentaire à l'arrêté portant création de la CA2BM en date du 30 novembre 2016 précisant que la communauté est compétente en matière d'aménagement de l'espace communautaire (Plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale) ;

Vu la délibération du conseil municipal en date du 12 mai 2011 approuvant le Plan Local d'Urbanisme communal ;

Vu la délibération 2017-325 du conseil communautaire en date du 14 décembre 2017 approuvant la modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme communal ;

Vu l'avis favorable de la commission n°2 du 07 janvier 2021 ;

Considérant la nécessité de procéder à diverses modifications du plan local d'urbanisme afin d'adapter certains points règlementaires en vue de permettre à la municipalité de mener à bien sa politique urbaine, sans pour autant porter atteinte à l'économie générale du document d'urbanisme, il est envisagé, conformément aux articles L. 153-36 et suivants du code de l'urbanisme de modifier le document ;

Considérant qu'aux vues des modifications envisagées, il y a lieu d'adapter le règlement graphique (zonage) et le règlement écrit notamment :

1. Modification du règlement graphique afin de conforter la politique communale de développement commercial :

- Création d'un secteur interdisant le changement de destination de l'habitation vers le commerce
- Création d'un secteur imposant l'obligation de maintien de rez-de-commerces dans le secteur Merlimont Plage ;

2. Règlement écrit :

- Elargissement des conditions de desserte et accès (article 3) de certaines zones afin de permettre de desservir 4 lots ;
- Suppression des dispositions de l'article 5 relatif à la superficie des terrains de toutes les zones (article supprimé par la loi ALUR) ;
- Transfert de l'exigence sur l'assainissement au sein de l'article 4 régissant les réseaux ;
- Assouplissement des règles relatives à l'implantation des constructions par rapport aux voies et limites séparatives (articles 6 et 7 du PLU) : cas des extensions des bâtiments existants qui ne sont pas conformes en termes d'implantation, reconstruction après sinistre, ... ;
- Adaptation des règles relatives à la hauteur des constructions : disposition relative à l'isolation par l'extérieur, introduction d'une exception pour les équipements d'infrastructures (pylônes EDF, ...) ;
- Précision et adaptation de la règle régissant les pentes de toitures de certaines zones (application d'une exception pour les abris de jardins, vérandas, serres / précision des matériaux et formes des annexes) ;
- Introduction d'une disposition permettant l'isolation par l'extérieur au sein de l'article 11 relatif à l'aspect extérieur dans certaines zones ;
- Précisions de la règle du stationnement (article 12 du PLU) : introduction de dérogation afin de ne pas imposer de places de stationnements dans certains cas pour les bâtiments existants (ex : changement de destination), ajout d'une règle pour solliciter une place de stationnement pour les logements collectifs ;
- Remplacement de la notion de COS (supprimé par la loi ALUR) par le coefficient de biotope.
- Modification des articles régissant les occupations autorisées au sein du secteur UCI (le projet de modification concerne la zone UCI située au Nord de la Commune) ;

Considérant que le lancement de la procédure de modification est initié par le Président de l'EPCI au sens de l'article L. 153-37 du code de l'urbanisme ;

ARRETE

Article 1er : En vertu du champ d'application de l'article L. 153-37 du code de l'urbanisme, une procédure de modification de droit commun du PLU de la commune de Merlimont est engagée.

Article 2 : Avant l'ouverture de l'enquête publique, le projet de modification sera notifié aux personnes publiques associées mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-9 conformément aux dispositions de l'article L. 153-40 du code de l'urbanisme. Le projet sera également notifié à Madame le maire de la commune de Merlimont. En outre il sera transmis pour examen à l'autorité environnementale afin de savoir s'il est soumis ou non à une évaluation environnementale.

Article 3 : Le projet de modification du plan local d'urbanisme de la ville de Merlimont, l'exposé des motifs, et le cas échéant, les avis émis par les personnes publiques associées seront mis à disposition du public lors d'une enquête publique dont les modalités fixées par arrêté du Président de la CA2BM.

Article 4 : A l'issue de l'enquête publique, ce projet, éventuellement modifié pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier, des observations du public et du rapport du commissaire, sera approuvé par délibération du conseil communautaire.

Article 5 : Conformément à l'article L. 153-20 et L. 153-21 du code de l'urbanisme, le présent arrêté fera l'objet d'un affichage au siège de la communauté d'agglomération des Deux baies en Montreuillois ainsi qu'en mairie de Merlimont durant un mois, d'une mention dans un journal diffusé dans le département ainsi que dans le recueil des actes administratifs. Le document sera exécutoire selon procédure définie dans les articles R. 153-23 à 153-26 du code de l'urbanisme.

Article 6 : Délais et voies de recours :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif devant Monsieur le Président de la communauté d'agglomération des Deux Baies en Montreuillois dans le délai de deux mois à

2021/

compter de sa date de publication. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet.

Conformément aux dispositions de l'article R421-1 du code de justice administrative, un recours contentieux peut également être introduit devant le tribunal administratif de Lille (5 rue Geoffroy Saint Hilaire - CS 62039- 59014 Lille Cedex) dans le délai de deux mois à compter de la date de publication du présent arrêté ou à compter de la réponse de la communauté si un recours administratif a été préalablement déposé.

Article 7 - Exécution du présent arrêté :

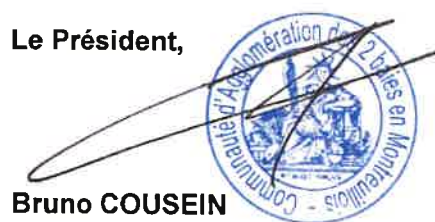
Le présent arrêté sera transmis à :

- Monsieur le Sous-préfet de l'arrondissement de Montreuil-sur-Mer au titre du contrôle de légalité.

-Madame le maire de la commune de Merlimont.

Fait à Montreuil-sur-Mer,
Le 15 mars 2021

Le Président,



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

062-200069029-20210315-ARRETE2021-40-AR

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 23/03/2021



Le 07 mai 2021

Certificat d'affichage

De l'arrêté portant modification du plan local d'urbanisme
de la commune de Merlimont

Le Président de la CA2BM,

Certifie avoir fait afficher du 23 mars 2021 au 24 avril 2021 au siège de la CA2BM, l'arrêté n°2021-40 portant sur le lancement d'une procédure de modification du plan local d'urbanisme de la commune de Merlimont

Pour faire valoir ce que de droit.

Le Président,
Bruno COUSEIN



REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT DU PAS DE CALAIS

Arrondissement de Montreuil-sur-Mer et Canton d'Étaples



Merlimont, le 05 Mai 2021

CERTIFICAT D’AFFICHAGE

Je soussignée Madame Mary BONVOISN ALVES DOS SANTOS, Maire de la Commune de Merlimont, certifie que l'arrêté n°2021.39 dont l'objet est le retrait de l'arrêté du président n°2019.74 portant engagement de la procédure de modification du PLU de la Commune de Merlimont et l'arrêté n°2021.40 dont l'objet est engagement de la procédure de Modification du PLU de la Commune de Merlimont ont bien été affichés en Mairie du 23 Mars 2021 au 23 Avril 2021.

Fait pour servir et valoir ce que de droit

Le Maire,



L'Adjoint délégué
Didier ERICOUT

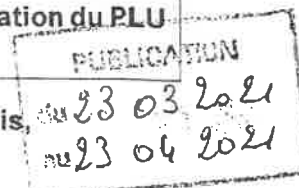
Mary BONVOISIN ALVES DOS SANTOS

2021/



Numéro de l'acte	2021-40
Nature de l'acte	ARRETE
Matière de l'acte	2.1 Documents d'urbanisme

Objet : Engagement de la procédure de modification du PLU de la commune de Merlimont



Le Président de la communauté d'agglomération des 2 Baies en Montreuillois,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L.153-36 à L.153-44, R. 104-8, R.153-20 et suivants ;

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L. 123-1 et suivants et R. 123-1 et suivants ;

Vu la décision n° 400420 du 19 juillet 2017 du conseil d'Etat (ECLI:FR:CECHR:2017:400420.20170719), Art. 1 : Sont annulés les articles R. 104-1 à R. 104-16 du code de l'urbanisme issus du décret du 28 décembre 2015, en ce qu'ils n'imposent pas la réalisation d'une évaluation environnementale dans tous les cas où, d'une part, les évolutions apportées au plan local d'urbanisme par la procédure de la modification et, d'autre part, la mise en compatibilité d'un document local d'urbanisme avec un document d'urbanisme supérieur, sont susceptibles d'avoir des incidences notables sur l'environnement au sens de l'annexe II de la directive 2001/42/ CE du 27 juin 2001 ;

Vu l'arrêté Préfectoral du 31 août 2016 portant création au 1er janvier 2017 de la Communauté d'agglomération des deux baies en montreuillois (CA2BM) issue de la fusion des communautés de communes du Montreuillois, Opale Sud et Mer et Terres d'Opale

Vu l'arrêté Préfectoral complémentaire à l'arrêté portant création de la CA2BM en date du 30 novembre 2016 précisant que la communauté est compétente en matière d'aménagement de l'espace communautaire (Plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale) ;

Vu la délibération du conseil municipal en date du 12 mai 2011 approuvant le Plan Local d'Urbanisme communal ;

Vu la délibération 2017-325 du conseil communautaire en date du 14 décembre 2017 approuvant la modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme communal ;

Vu l'avis favorable de la commission n°2 du 07 janvier 2021 ;

Considérant la nécessité de procéder à diverses modifications du plan local d'urbanisme afin d'adapter certains points règlementaires en vue de permettre à la municipalité de mener à bien sa politique urbaine, sans pour autant porter atteinte à l'économie générale du document d'urbanisme, il est envisagé, conformément aux articles L. 153-36 et suivants du code de l'urbanisme de modifier le document ;

Considérant qu'aux vues des modifications envisagées, il y a lieu d'adapter le règlement graphique (zonage) et le règlement écrit notamment :

1. Modification du règlement graphique afin de conforter la politique communale de développement commercial :

- Création d'un secteur interdisant le changement de destination de l'habitation vers le commerce
- Création d'un secteur imposant l'obligation de maintien de rez-de-commerces dans le secteur Merlimont Plage ;

2. Règlement écrit :

- Elargissement des conditions de desserte et accès (article 3) de certaines zones afin de permettre de desservir 4 lots ;
- Suppression des dispositions de l'article 5 relatif à la superficie des terrains de toutes les zones (article supprimé par la loi ALUR) ;
- Transfert de l'exigence sur l'assainissement au sein de l'article 4 régissant les réseaux ;
- Assouplissement des règles relatives à l'implantation des constructions par rapport aux voies et limites séparatives (articles 6 et 7 du PLU) : cas des extensions des bâtiments existants qui ne sont pas conformes en termes d'implantation, reconstruction après sinistre, ... ;
- Adaptation des règles relatives à la hauteur des constructions : disposition relative à l'isolation par l'extérieur, introduction d'une exception pour les équipements d'infrastructures (pylônes EDF, ...) ;
- Précision et adaptation de la règle régissant les pentes de toitures de certaines zones (application d'une exception pour les abris de jardins, vérandas, serres / précision des matériaux et formes des annexes) ;
- Introduction d'une disposition permettant l'isolation par l'extérieur au sein de l'article 11 relatif à l'aspect extérieur dans certaines zones ;
- Précisions de la règle du stationnement (article 12 du PLU) : introduction de dérogation afin de ne pas imposer de places de stationnements dans certains cas pour les bâtiments existants (ex : changement de destination), ajout d'une règle pour solliciter une place de stationnement pour les logements collectifs ;
- Remplacement de la notion de COS (supprimé par la loi ALUR) par le coefficient de biotope.
- Modification des articles régissant les occupations autorisées au sein du secteur UCI (le projet de modification concerne la zone UCI située au Nord de la Commune) ;

Considérant que le lancement de la procédure de modification est initié par le Président de l'EPCI au sens de l'article L. 153-37 du code de l'urbanisme ;

ARRETE

Article 1er : En vertu du champ d'application de l'article L. 153-37 du code de l'urbanisme, une procédure de modification de droit commun du PLU de la commune de Merlimont est engagée.

Article 2 : Avant l'ouverture de l'enquête publique, le projet de modification sera notifié aux personnes publiques associées mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-9 conformément aux dispositions de l'article L. 153-40 du code de l'urbanisme. Le projet sera également notifié à Madame le maire de la commune de Merlimont. En outre il sera transmis pour examen à l'autorité environnementale afin de savoir s'il est soumis ou non à une évaluation environnementale.

Article 3 : Le projet de modification du plan local d'urbanisme de la ville de Merlimont, l'exposé des motifs, et le cas échéant, les avis émis par les personnes publiques associées seront mis à disposition du public lors d'une enquête publique dont les modalités fixées par arrêté du Président de la CA2BM.

Article 4 : A l'issue de l'enquête publique, ce projet, éventuellement modifié pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier, des observations du public et du rapport du commissaire, sera approuvé par délibération du conseil communautaire.

Article 5 : Conformément à l'article L. 153-20 et L. 153-21 du code de l'urbanisme, le présent arrêté fera l'objet d'un affichage au siège de la communauté d'agglomération des Deux baies en Montreuillois ainsi qu'en mairie de Merlimont durant un mois, d'une mention dans un journal diffusé dans le département ainsi que dans le recueil des actes administratifs. Le document sera exécutoire selon procédure définie dans les articles R. 153-23 à 153-26 du code de l'urbanisme.

Article 6 : Délais et voies de recours :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif devant Monsieur le Président de la communauté d'agglomération des Deux Baies en Montreuillois dans le délai de deux mois à

compter de sa date de publication. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet.

Conformément aux dispositions de l'article R421-1 du code de justice administrative, un recours contentieux peut également être introduit devant le tribunal administratif de Lille (5 rue Geoffroy Saint Hilaire - CS 62039- 59014 Lille Cedex) dans le délai de deux mois à compter de la date de publication du présent arrêté ou à compter de la réponse de la communauté si un recours administratif a été préalablement déposé.

Article 7 - Exécution du présent arrêté :

Le présent arrêté sera transmis à :

- Monsieur le Sous-préfet de l'arrondissement de Montreuil-sur-Mer au titre du contrôle de légalité,

-Madame le maire de la commune de Merlimont.

Fait à Montreuil-sur-Mer,

Le 15 mars 2021

Le Président,

Bruno COUSEIN



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

062-200069029-20210315-ARRETE2021-40-AR

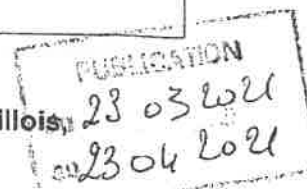
Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 23/03/2021



Numéro de l'acte	2021-39
Nature de l'acte	ARRETE
Matière de l'acte	2.1 Documents d'urbanisme

Objet : Retrait de l'arrêté du Président n°2019-74 portant engagement de la procédure de modification du PLU de la commune de Merlimont



Le Président de la communauté d'agglomération des 2 Baies en Montreuillois,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de l'urbanisme, et notamment les articles L. 153-36 à L. 153-44 et R.153-20 et suivants ;

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L. 123-1 et suivants et R. 123-1 et suivants ;

Vu l'arrêté Préfectoral du 31 août 2016 portant création au 1er janvier 2017 de la Communauté d'agglomération des deux baies en montreuillois (CA2BM) issue de la fusion des communautés de communes du Montreuillois, Opale Sud et Mer et Terres d'Opale ;

Vu l'arrêté Préfectoral complémentaire à l'arrêté portant création de la CA2BM en date du 30 novembre 2016 précisant que la communauté est compétente en matière d'aménagement de l'espace communautaire (Plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale) ;

Vu la délibération du conseil municipal de la commune de Merlimont en date du 12 mai 2011 approuvant le plan local d'urbanisme communal ;

Vu l'arrêté n°2019-74 en date du 24 octobre 2019 portant engagement de la procédure de modification du PLU de la commune de Merlimont ;

Considérant que les projets de modification exposés au sein de la procédure engagée par arrêté du Président n°2019-74 en date du 24 octobre 2019 ne couvrent pas l'ensemble des points à faire évoluer ;

Considérant qu'il y a lieu d'abandonner la procédure de modification du PLU communal ;

ARRETE

Article 1er :

L'arrêté du Président n° 2019-74 est retiré.

Article 2 – Délais et voies de recours :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif devant Monsieur le Président de la communauté d'agglomération des Deux Baies en Montreuillois dans le délai de deux mois à compter de sa date de publication. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet.

Conformément aux dispositions de l'article R421-1 du code de justice administrative, un recours contentieux peut également être introduit devant le tribunal administratif de Lille (5 rue Geoffroy Saint Hilaire - CS 62039- 59014 Lille Cedex) dans le délai de deux mois à compter de la date de publication du présent arrêté ou à compter de la réponse de la communauté si un recours administratif a été préalablement déposé.

Article 3 – Exécution du présent arrêté :

Le présent arrêté sera transmis à :

- Monsieur le Sous-préfet de l'arrondissement de Montreuil-sur-Mer au titre du contrôle de légalité,

-Madame le maire de la commune de Merlimont

Fait à Montreuil-sur-Mer,

Le 15 mars 2021

Le Président,

Bruno COUSEIN



Accusé de réception - Ministère de l'intérieur

062-200069029-20210315-ARRETE2021-39-AR

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 23/03/2021

ANNONCES LÉGALES

Arrêté du 07/12/20
modifiant l'arrêté du 21/12/12 :
Tari 2021 : 5,14€ HT la ligne/colonne

Montreuill Les Échos Le Réveil

Tarifs forfaitaires HT pour les constituants des sociétés

- SA : 395 euros
- SAS : 197 euros
- SASU : 141 euros
- SNC : 219 euros
- SARL : 147 euros
- SARLU - EARL - EURL : 174 euros
- Société civile (excepté SCI) : 221 euros
- SCI : 189 euros

JURINORD

Société d'Avocats au Barreau d'Arras
41 rue Roger Salengro 62000 ARRAS
Tél. 03 21 71 77 77

SERVICAR

Société par actions simplifiée
au capital de 250 000 €
Siège social : 18, Rue du Calvaire
62112 GOUY-SOUS-BELLONNE
408 630 754 RCS ARRAS

AVIS DE MODIFICATIONS

Suivant décision en date du 23 Mars 2021, l'associée unique a décidé de nommer en qualité de Directeur Général, sans limitation de durée à compter du 1^{er} Avril 2021, Monsieur Maximilien CARRÉ, demeurant 16 rue Saint Jacques – 59000 LILLE.

JURINORD

Société d'Avocats au Barreau d'Arras
41 rue Roger Salengro 62000 ARRAS
Tél. 03 21 71 77 77

GROUPE CARRÉ

SAS au capital de 15 000 000 €
Siège social : 18, rue du Calvaire
62112 GOUY-SOUS-BELLONNE
423 435 544 RCS ARRAS

AVIS DE MODIFICATIONS

Suivant décision en date du 9 Avril 2021, l'associée unique a décidé de nommer en qualité de nouveau Directeur Général, pour une durée illimitée à compter du 1^{er} Avril 2021, Monsieur Maximilien CARRÉ, demeurant 16 rue Saint Jacques – 59000 LILLE.

AVIS DE TRANSFORMATION

G.A.E.C. FERME DES ALOUETTES - Groupement Agricole d'Exploitation en Commun - Société civile - Siège social : 1, Chemin des Dix huit 62144 HAUTE AVESNES - SIREN 444 301 766 RCS ARRAS - Aux termes d'un acte du 01/04/2021, les associés du G.A.E.C. FERME DES ALOUETTES ont décidé de transformer à compter du 01/04/2021, leur société en une exploitation agricole à responsabilité limitée présentant les caractéristiques suivantes : Forme : Exploitation agricole à responsabilité limitée - Dénomination : Exploitation Agricole à Responsabilité Limitée FERME DES ALOUETTES - Siège social : HAUTE AVESNES (62144), 1, Chemin des Dix huit - Objet : Exercice d'activités réputées agricoles au sens de l'article L 311-1 du Code Rural - Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au registre du commerce - Capital : 540 000 euros - Gérance : Monsieur VALET David, demeurant à HAUTE AVESNES (62144), 7, rue des Hayettes, pour une durée indéterminée. Les statuts contiennent les clauses d'agrément de cession des parts. La société est immatriculée au greffe du tribunal de commerce et des sociétés d'ARRAS. Pour avis, La gérance.

AVIS AU PUBLIC
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DES DEUX BAIES EN MONTEUILLOIS

Le public est informé que le Président de la Communauté d'Agglomération des Deux Baies en Montreuillois a décidé de retirer par arrêtés :
- n° 2021-38 en date du 15/03/2021, l'arrêté 2019-73 en date du 24 /10/2019, engageant la procédure de modification du PLU de la commune d'Étaples-sur-Mer.
- n° 2021-39 en date du 15/03/2021, l'arrêté 2019-74 en date du 24 /10/2019, engageant la procédure de modification du PLU de la commune de Merlimont.
Et d'engager, par arrêtés :
- n° 2021-35 en date du 25/02/2021, la procédure de modification du PLU de la commune de Frency.
- n° 2021-36 en date du 25/02/2021, la procédure de modification du PLU de la commune de Longvilliers.
- n° 2021-37 en date du 25/02/2021, la procédure de modification du PLU de la commune de Maresville.
- n° 2021-33 en date du 25/02/2021 la procédure de modification du PLU de la commune de Wailly Beaucamp
- n° 2021-34 en date du 25/02/2021, la procédure de modification du PLU de l'ex CCOS.
- n° 2021-40 en date du 15/03/2021, la procédure de modification du PLU de la commune de Merlimont
Les arrêtés sont consultables au siège de la CA2BM ainsi que dans les mairies concernées. Les arrêtés sont également consultables sur le site internet de la CA2BM (www.ca2bm.fr - rubrique urbanisme).
Les modalités de concertation du public seront définies par arrêté du Président (arrêté portant organisation de l'enquête publique).

Commune d'Étaples-sur-mer
AVIS PUBLIC À LA CONCURRENCE

Organisme qui passe le marché : Commune d'Étaples/mer – Hôtel de Ville – Place du Général de Gaulle – BP 119 – 62630 ETAPLES/MER – Tél. : 03 21 89 62 40 – Contact : marchespublicsetaples@gmail.com

Objet du marché : Accord-cadre pour la fourniture de matériel informatique et numérique pour les écoles élémentaires de la Ville d'Étaples/mer.

Allotissement : Le pouvoir adjudicateur décide de ne pas allouer l'accord-cadre initial car les prestations faisant l'objet de la présente consultation constituent un ensemble indissociable qui ne permet pas l'allotissement.

Nomenclature CPV : 30200000 : matériel et fournitures informatiques
Procédure : La consultation est passée par une procédure adaptée ouverte soumise aux dispositions de l'article R 2123-1, 1^{er} du Code de la Commande Publique. Conformément à l'article R 2162-2 du Code de la Commande Publique, l'accord-cadre mono-attributaire sera exécuté par l'émission de bons de commande dans les conditions fixées aux articles R 2162-13 et R 2162-14 du Code de la Commande Publique.

Négociation : Le Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de négocier les offres conformément à l'article R 2123-5. Les modalités de négociation sont précisées dans le règlement de consultation.

Modification de l'accord-cadre en cours d'exécution : L'accord-cadre peut subir des modifications dans les conditions stipulées par le Code de la Commande Publique. Ces modifications seront formalisées par un avenant.

Réalisation de prestations similaires : En application de l'article R2122-7 du Code de la Commande Publique, le pouvoir adjudicateur peut conclure un marché négocié sans publicité ni mise en concurrence pour la réalisation de prestations similaires à celles objet du présent accord-cadre, en accord avec le Titulaire, pendant une période de trois ans à compter de la notification de l'accord-cadre initial.

Durée de l'accord-cadre : 48 mois à compter de sa notification en prenant en compte la durée de garantie des équipements proposés et la durée du contrat de maintenance des appareils.

Variantes : Les variantes sont autorisées. Les exigences minimales à respecter sont celles de l'offre de base et définies dans le CCTP.

Critères d'attribution : fixés dans le règlement de consultation.

Retrait du dossier de consultation des entreprises : <https://www.lavenirdelatois.e-marchespublics.com/>

Date limite de réception des offres : Lundi 31 mai 2021 à 11 heures.

Délai minimum de validité des offres : 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

Autres renseignements : Numéro de référence attribué au marché par le pouvoir adjudicateur : C21 005

Remise des offres : ATTENTION : AUCUNE OFFRE PAPIER NE PEUT ÊTRE TRANSMISE. Les plis sont à déposer sur le profil d'acheteur à l'adresse suivante : <https://www.lavenirdelatois.e-marchespublics.com/>

Pour tous renseignements : les questions sont à transmettre via le profil d'acheteur <https://www.lavenirdelatois.e-marchespublics.com/>

Nord Littoral
Les Échos Montreuill Le Réveil

Créez une SCI
en toute sérénité
avec nos formalistes

Isabelle 06 20 68 28 92
isabelle.denisbourg@nordlittoral.fr
Sylvie 06 13 98 48 90
sylvie.montuy@nordlittoral.fr

Semaine Le Réveil Les Échos Montreuill Le Réveil
Avenir Avenir Avenir Avenir Indicateur Écho

Légale express
VOTRE NOUVEAU SITE D'ANNONCES LÉGALES

entrepreneurs.legales.info

LES +

- + FACILE
- + RAPIDE
- + PRATIQUE

ATTESTATION DISPONIBLE DE SUITE
CONSEILLERES A VOTRE DISPOSITION

Amélie au 06 20 68 28 92
et Sylvie au 06 13 98 48 90

Montreuill Les Échos Le Réveil

Habiles à recevoir les annonces judiciaires et légales pour tout le département du Pas de Calais

Président le mercredi - Dépôt légal à parution

Adressaire principal : Groupe Rossel - La Voie SA

Le Journal de Montreuill créé en 1831
CPAP 1225 C 89218

Le Réveil de Berck créé en 1880
CPAP 1225 C 89217

Les Échos du Touquet créé en 1957
CPAP 0922 C 70931

Edités par la Société Nouvelle Nord Littoral S.A. au capital de 183 836 euros

ACPM OJD

Président
Muriel Bonheur

Directeur général et directeur de la publication
David Guévar

Rédacteur en chef
Philippe Hénon

Premier rédacteur en chef adjoint
Mathieu Vergin (03 21 90 06 61)

Rédacteur en chef adjoint
Gauthier Byhel

Rédaction
redaction@sechodutouquet.fr
comptabilite@sechodutouquet.fr

Publicité
publicite@sechodutouquet.fr
03 21 01 56 00

Publicité extra-locale
PFR Nord - GIE FN H
03 21 01 65 00 - 07 82 45 21 68
abonnement@sechodutouquet.fr

Annonces légales - Nécrologie
Sylvie Montuy - 06 13 98 48 90
sylvie.montuy@nordlittoral.fr
entrepreneurs.legales.info

Petites annonces
11, rue Simonneau
62202 Boulogne-sur-Mer Cedex
Tél. 03 21 87 88 87 - Fax. 03 21 87 82 97

Abonnement - Service clients
03 66 99 04 14
Groupe Nord Littoral
CS 10549 - 59023 Lille Cedex
serviceclients@nordlittoral.fr

Imprimerie
Presse Flamande, 5, rue du Mikeu
B.P. 139 - Hazebrouck cedex - 59523

Publiez vos marchés sur
www.lesechosdutouquet.fr
www.lejournaldemontreuil.fr
www.lereveildeberck.fr
rubrique "Marchés publics"

PROFESSIONNELS rejoignez
les 776 531 entreprises enregistrées

ACHETEURS dématérialisez
pour 85€ HT

Plus de
492 850
visites
par mois !

Votre conseillère Sylvie
au 06 13 98 48 90
sylvie.montuy@nordlittoral.fr

IMPRIM'VERT

Le groupe Rossel

La Voie agit pour des métiers respectueux de l'environnement et une gestion durable de ses déchets. Il est engagé avec CITEO pour le recyclage du papier.

Provenance du papier : France

Seul moyen de fibres recyclées autorisé de 80%

La fabrication de ce journal a généré 4 émissions de 817 kg CO2 par exemplaire.

Tous les papiers utilisés sont certifiés PEFC (Bois issus de forêts gérées durablement)

Ce journal peut être recyclé (pensez au tri)

PEFC PEFC/07-42-375

II. Personnes Publiques Associées



DREAL Hauts de France
Service IDDEE/AE
44 rue de Tournai
CS 40259
F 59019 LILLE Cedex

Montreuil-sur-Mer, le 26 mars 2021

**Pôle Aménagement
du**

Territoire

Mme Isabelle BAILLET
Directrice Générale
Adjointe

Référence : Direction
de l'aménagement
urbain du territoire
BC/IB/SQ 2021-783

Objet :
Notification dossier
modifications PLU
Merlimont

Madame la Présidente,

Je vous prie de bien vouloir trouver ci-joint, pour examen au cas par cas, conformément aux dispositions mentionnées à l'article L.104-06 du code de l'urbanisme, le dossier de modification du PLU de Merlimont.

Une procédure de modification du PLU avait été engagée le 24/10/2019, il y avait lieu d'ajouter un point de modification. Par conséquent, la procédure a été retirée au profit de cette nouvelle procédure.

Cette transmission vaut saisine de l'autorité environnementale pour que cette dernière rende une décision relative à la nécessité de réaliser une évaluation environnementale.

Je vous prie de croire, Madame la Présidente, en mes sentiments les plus dévoués.

Jean-Claude ALLEXANDRE



Vice-Président en charge de
la planification urbaine



Montreuil-sur-Mer, le 26 mars 2021

Madame le Maire,

**Pôle Aménagement
du**

Territoire

Mme Isabelle BAILLET
Directrice Générale
Adjointe

Référence : Direction
de l'aménagement
urbain du territoire
BC/IB/SQ 2021-782

Objet :
Notification dossier
modifications PLU
Merlimont : commune

La communauté d'agglomération des Deux Baies en Montreuillois est compétente en matière de PLU depuis le 1^{er} janvier 2017, il lui revient donc de plein droit de mener les procédures d'élaboration et d'évolution des documents d'urbanisme communaux.

Une procédure de modification du PLU avait été engagée le 24/10/2019, il y avait lieu d'ajouter un point de modification. Par conséquent, la procédure a été retirée au profit de cette nouvelle procédure.

Conformément aux dispositions de l'article L.153-40 du code de l'urbanisme, j'ai l'honneur de vous notifier, le dossier de modification du PLU de la commune de Merlimont.

Vous pourrez retrouver l'ensemble des documents sur le lien ci-dessous :

<https://cloud.ca2bm.fr/index.php/s/xRgSCR253kcrpeM>

L'absence de réponse de votre part, sous un mois suite à la réception du présent courrier, vaudra acceptation tacite du projet de modification.

Restant à votre disposition pour tout renseignement complémentaire, je vous prie de croire, Madame le Maire, à l'assurance de mes sincères salutations.



Jean-Claude ALLEXANDRE

Vice-Président en charge de
la planification urbaine



Montreuil-sur-Mer, le 26 mars 2021

Madame le Maire

La communauté d'agglomération des Deux Baies en Montreuillois est compétente en matière de PLU depuis le 1^{er} janvier 2017, il lui revient donc de plein droit de mener les procédures d'élaboration et d'évolution des documents d'urbanisme communaux.

Suite à votre demande concernant la modification de votre document d'urbanisme et conformément aux dispositions de l'article L.153-40 du code de l'urbanisme, j'ai l'honneur de vous notifier, le dossier de modification du PLU de votre commune.

L'absence de réponse de votre part, sous un mois suite à la réception du présent courrier, vaudra acceptation tacite du projet de modification (sauf mesures de prolongation introduites par le gouvernement).

Restant à votre disposition pour tout renseignement complémentaire, je vous prie de croire, Madame le Maire, à l'assurance de mes sincères salutations.

**Pôle Aménagement
du
Territoire**
Mme Isabelle BAILLET
Directrice Générale
Adjointe

Référence : Direction
de l'aménagement
urbain du territoire
BC/IB/SQ 2021-782

Objet :
Notification dossier
modifications PLU
Mertimont : PPA -
commune



Jean-Claude ALLEXANDRE

Vice-Président en charge de
la planification urbaine



Montreuil-sur-Mer, le 26 mars 2021

Madame, Monsieur,

**Pôle Aménagement
du**

Territoire

Mme Isabelle BAILLET
Directrice Générale
Adjointe

Référence : Direction
de l'aménagement
urbain du territoire
BC/IB/SQ 2021-782

Objet :
Notification dossier
modifications PLU
Merlimont : PPA

La communauté d'agglomération des Deux Baies en Montreuillois est compétente en matière de PLU depuis le 1^{er} janvier 2017, il lui revient donc de plein droit de mener les procédures d'élaboration et d'évolution des documents d'urbanisme communaux.

Une procédure de modification du PLU avait été engagée le 24/10/2019, il y avait lieu d'ajouter un point de modification. Par conséquent, la procédure a été retirée au profit de cette nouvelle procédure.

Conformément aux dispositions de l'article L.153-40 du code de l'urbanisme, j'ai l'honneur de vous notifier, le dossier de modification du PLU de la commune de Merlimont.

Vous pourrez retrouver l'ensemble des documents sur le lien ci-dessous :

<https://cloud.ca2bm.fr/index.php/s/xRgSCR253kcrpeM>

L'absence de réponse de votre part, sous un mois suite à la réception du présent courrier, vaudra acceptation tacite du projet de modification.

Restant à votre disposition pour tout renseignement complémentaire, je vous prie de croire, Madame, Monsieur, à l'assurance de mes sincères salutations.

Jean-Claude ALLEXANDRE



Vice-Président en charge de
la planification urbaine

Liste des PPA	Dates de réception
Direction départementale des territoires et de la Mer Service urbanisme Unité planification urbaine 100 avenue Winston Churchill 62022 Arras Cedex	Reçu le 31/03/21
Sous – Préfecture Monsieur le Sous-Préfet Rue d'Hérambault 62170 Montreuil-sur-Mer	Reçu le 29/03/21
Préfecture du Pas-de-Calais Monsieur le Préfet Rue Ferdinand Buisson 62000 Arras	Reçu le 29/03/21
DREAL Nord-Pas-de-Calais 44 rue de Tournai CS 40 259 F 59019 LILLE CEDEX	Reçu le 07/04/2021 Avis favorable
Chambre de Commerce et d'Industrie Côte d'Opale 24 Boulevard Alliés BP 199 62104 Calais Cedex	
Chambre des métiers et de l'Artisanat ZAC Mont Joie Monsieur le Président 62280 Saint Martin Boulogne	Reçu le 29/03/21
Chambre d'agriculture du Pas-de-Calais 56 avenue Roger Salengro 62223 Saint Laurent Blangy	Reçu le 29/03/21 Avis favorable 14/04/21
Comité régional de la conchyliculture 35 rue du Littoral BP 5 50560 Gouville sur Mer	Reçu le 29/03/21 AF avec observations le 9/04/2021
Parc Naturel Marin Chemin de la Warm 62310 Saint Etienne au Mont	Reçu le 08/04/21
Conseil Départemental Rue Ferdinand Buisson 62000 Arras	Reçu le 29/03/21 AF avec observations le 6/05/2021
Conseil Régional Monsieur le Président 151 avenue du Président Hoover 59555 Lille Cedex	Reçu le 08/04/21 AF avec observations le 12/04/2021
Conseil Régional Monsieur le Président AOT 151 avenue du Président Hoover 59555 Lille Cedex	
SNCF 34 Rue du Commandant René Mouchotte 75014 Paris	
ONF 24 rue Henri ZOyer BP 46 59000 Lille	Reçu le 29/03/21

Syndicat mixte du Montreuillois	
Mairie de Merlimont Place de la Haye 62155 Merlimont	Reçu le 01/04/21

En provenance de :

RECOMMANDÉ :
AVIS DE RÉCEPTION
2C 117 632 7059 3

LA POSTE
N° de l'AR : 2C 117 632 7059 3

CAZEM - Arrivé le : 30 MAR. 2021

FRAB

Présenté / Arrivé le : 18/03/21

Distribué le : 18/03/21

Je soussigné(e) déclare être :

☒ Le destinataire

☐ Le mandataire

☐ CNIP / permis de conduire

☐ Autre :

LA POSTE s'engage à livrer le contenu de l'avis de réception à l'adresse indiquée ci-dessus.

En provenance de :

RECOMMANDÉ :
AVIS DE RÉCEPTION
AR 2C 156 254 9406 6

LA POSTE
N° de l'AR : 2C 156 254 9406 6

CAZEM - Arrivé le : 30 MAR. 2021

FRAB

Présenté / Arrivé le : 18/03/21

Distribué le : 18/03/21

Je soussigné(e) déclare être :

☒ Le destinataire

☐ Le mandataire

☐ CNIP / permis de conduire

☐ Autre :

LA POSTE s'engage à livrer le contenu de l'avis de réception à l'adresse indiquée ci-dessus.

En provenance de :

RECOMMANDÉ :
AVIS DE RÉCEPTION
2C 117 632 7051 7

LA POSTE
N° de l'AR : 2C 117 632 7051 7

CAZEM - Arrivé le : 30 MAR. 2021

FRAB

Présenté / Arrivé le : 29/03/21

Distribué le : 29/03/21

Je soussigné(e) déclare être :

☒ Le destinataire

☐ Le mandataire

☐ CNIP / permis de conduire

☐ Autre :

LA POSTE s'engage à livrer le contenu de l'avis de réception à l'adresse indiquée ci-dessus.

En provenance de :

RECOMMANDÉ :
AVIS DE RÉCEPTION
2C 117 632 7054 8

LA POSTE
N° de l'AR : 2C 117 632 7054 8

CAZEM - Arrivé le : 30 MAR. 2021

FRAB

Présenté / Arrivé le : 29/03/21

Distribué le : 29/03/21

Je soussigné(e) déclare être :

☒ Le destinataire

☐ Le mandataire

☐ CNIP / permis de conduire

☐ Autre :

LA POSTE s'engage à livrer le contenu de l'avis de réception à l'adresse indiquée ci-dessus.

En provenance de :

RECOMMANDÉ :
AVIS DE RÉCEPTION
AR 2C 156 254 9407 3

LA POSTE
N° de l'AR : 2C 156 254 9407 3

CAZEM - Arrivé le : 31 MAR. 2021

FRAB

Présenté / Arrivé le : 29/03/21

Distribué le : 29/03/21

Je soussigné(e) déclare être :

☒ Le destinataire

☐ Le mandataire

☐ CNIP / permis de conduire

☐ Autre :

LA POSTE s'engage à livrer le contenu de l'avis de réception à l'adresse indiquée ci-dessus.

En provenance de :

RECOMMANDÉ :
AVIS DE RÉCEPTION
2C 117 632 7053 1

LA POSTE
N° de l'AR : 2C 117 632 7053 1

CAZEM - Arrivé le : 30 MAR. 2021

FRAB

Présenté / Arrivé le : 29/03/21

Distribué le : 29/03/21

Je soussigné(e) déclare être :

☒ Le destinataire

☐ Le mandataire

☐ CNIP / permis de conduire

☐ Autre :

LA POSTE s'engage à livrer le contenu de l'avis de réception à l'adresse indiquée ci-dessus.



LA POSTE

RECOMMANDÉ :
AVIS DE RÉCEPTION

Numéro de l'AR :

2C 117 632 7056 2



Renvoyer à

FRAB

CA2BM - Arrivé le :

31 MAR. 2021

LAIS

ement



LA POSTE

RECOMMANDÉ :
AVIS DE RÉCEPTION

Numéro de l'AR :

2C 117 632 7055 5



Renvoyer à

FRAB

CA2BM - Arrivé le :

30 MAR. 2021

12

ement

De: ae-iddee.dreal-npdcp - DREAL Hauts-de-France/SIDDEE/PAE emis par MODESSE
Sylvie - DREAL Hauts-de-France/SIDDEE/PAE/UA <ae-iddee.dreal-
hdf@developpement-durable.gouv.fr>
À: Marion CIESIOLKA
Envoyé: vendredi 26 mars 2021 13:59
Objet: Accusé de réception (affiché) -modification du PLU de Merlimont

Ceci est un accusé de réception pour le courrier électronique envoyé à sylvie.modesse.-.ae-iddee.dreal-
hdf@developpement-durable.gouv.fr.

Note : Cet accusé de réception indique seulement que le message a été affiché sur l'ordinateur du destinataire. Il n'y
a aucune garantie que le destinataire ait lu ou compris le contenu du message.

De: robot-garance.csac@developpement-durable.gouv.fr
Envoyé: mercredi 7 avril 2021 11:26
À: accueil@ca2bm.fr; s.quinbetz@ca2bm.fr; m.ciesiolka@ca2bm.fr
Cc: ae-iddee.dreal-hdf@developpement-durable.gouv.fr;
arnauld.lefebvre@developpement-durable.gouv.fr
Objet: Dossier 2021-5305 Modification du PLU à Merlimont (62) - Dossier complet

Objet : 5305_Modification du PLU de Merlimont (62)

Bonjour,

Vous m'avez transmis le dossier de demande d'examen au cas par cas préalable à la réalisation d'une évaluation environnementale pour le projet cité en objet.

Après examen, votre dossier est déclaré complet à compter du 26/3/2021.

La décision motivée de dispense ou de soumission à évaluation environnementale sera prise dans un délai de 2 mois à compter de la date de complétude, soit le 26/05/2021.

L'absence de réponse au terme de ce délai vaut obligation de réaliser une évaluation environnementale.

Cordialement,

Le pôle autorité environnementale de la DREAL Hauts-de-France

Secrétariat du pôle du site d'Amiens : 03 22 82 92 30

Secrétariat du pôle du site de Lille : 03 20 40 53 69

ou envoyer un mail sur la boîte ae-iddee.dreal-hdf@developpement-durable.gouv.fr.

SERVICE AMENAGEMENT TERRITORIAL

Tél. 03 21 60 48 60

N/Réf. CD/AB/SP N° 21.280

Siège administratif

56 avenue Roger Salengro
BP 80039
62051 Saint Laurent Blangy cedex

SIRET 130 013 543 00025

Tél. : 03 21 60 57 57

Email : contact@npdc.chambagri.fr

CAZ...

22 AVR. 2021

Pdt/ *E. Buffier*

**Communauté d'Agglomération des 2
Baies en Montreuillois
11-13 Place Gambetta
62170 MONTREUIL SUR MER**

2021-1678

St-LAURENT-BLANGY, le 14 avril 2021

OBJET : Modification simplifiée du PLU de Merlimont

Monsieur le Président,

Vous avez sollicité l'avis de la Chambre d'Agriculture sur le dossier de modification simplifiée du PLU de Merlimont.

Après analyse du dossier, notre Compagnie constate que la modification porte :

- sur la modification du règlement graphique afin de conforter le développement commercial de la commune, à savoir :

→ Interdire le changement de destination de l'habitation vers le commerce.

→ Création d'un secteur imposant le maintien d'un rez-de-commerces dans le secteur Merlimont Plage.

- sur l'adaptation du règlement (assouplissement des règles relatives à la hauteur des constructions, règles régissant les pentes de toitures, précisions de la règle de stationnement...).

Nous vous informons que ce projet de modification simplifiée n'appelle pas d'observation particulière d'ordre agricole de la part de notre Compagnie.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments distingués.

Siège social
299 Boulevard de Lezès
39000 Lezès

REPUBLIQUE FRANÇAISE
Etablissement public
loi du 31/01/1924
Siret 130 013 543 00033
APE 9411Z
www.nord-pas-de-calais.chambre-agriculture.fr

Le Président

C. DURLIN



2021-1358

CAZEN
15 AVR. 2021
2 Pdt / I. Buffier & S. Winbchy

MONSIEUR LE PRESIDENT
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DES 2
BAIES DU MONTREUILLOIS
11 -13 Place Gambetta
62170 MONTREUIL-SUR-MER

A Gouville sur mer, Le 09/04/2021,

Objet : Notification dossier modifications PLU Merlimont : PPA

Référence : Direction de l'aménagement urbain du territoire BC/IB/SQ 2021-782

Dossier suivi par M. Paulin Leconte (CRCNMN).

Monsieur Le Président,

Nous faisons suite à votre courrier du 26 mars 2021, et nous vous informons que le Comité Régional Conchylicole Normandie-Mer du Nord donne un avis favorable au projet de modification du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Merlimont.

La zone de production mytilicole « Baie de Canche Nord » se situe à proximité directe du territoire de la commune.

A ce titre, nous rappelons l'enjeu primordial, pour notre activité, de la qualité des eaux littorales en particulier microbiologique et de la vigilance nécessaire quant aux questions d'urbanisation et d'assainissement et de réseau pluvial : ce que nous avons noté dans votre projet.

Notre Comité, et moi-même, restons à votre disposition pour échanger sur cette demande,

Je vous prie d'agréer, Monsieur Le Président, l'expression de mes salutations respectueuses.

Thierry HELIE
La Présidence
Président du CRC Normandie – Mer du Nord

06 MAI 2021

o Pdt K.I. Buffier

2021-1609

DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES
Pôle Aménagement et Développement Territorial

Direction du
Développement, de
l'Aménagement et de
l'Environnement

Service Développement
Territorial

Dossier suivi par :

FAIVRE-PICON Fanny

Tél : 03 21 21 91 58
faivre.picon.fanny
@pasdecalais.fr

Monsieur Bruno COUSEIN
Président de la Communauté d'Agglomération des
2 Baies en Montreuillois
11-13 place Gambetta
62170 MONTREUIL-SUR-MER

Vos réf. : Votre courrier du 26 mars 2021
Nos réf. : DDAE/SDT/U – AC/LCT/FFP
Objet : Avis du Département – Plan Local d'Urbanisme de la commune de
Merlimont – Modification

Monsieur le Président,

Par courrier en date du 26 mars 2021, vous avez adressé au Département, pour avis, les documents concernant la modification du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Merlimont.

La procédure vise à réaliser diverses modifications du règlement graphique et du règlement écrit afin de permettre à la commune de mener à bien sa politique urbaine.

Après examen, je vous informe que ce projet n'appelle pas de remarque de la part du Département.

Il convient de noter que le règlement actuel ne permet pas l'aménagement du projet Eurovélo 4 dite « la Vélomaritime ». Un ajustement du règlement de zonage pourrait être étudié pour permettre l'aménagement de voie douce sur les terrains classés N.

Je vous prie de croire, Monsieur le Président, en l'assurance de ma considération distinguée.

ARRAS, le
03/05/2021
Pour le PRÉSIDENT DU CONSEIL
DÉPARTEMENTAL,



Signé électroniquement par
Matthieu BIELFELD, par délégation de
Jean-Luc DEHUYSSER
Directeur de la mobilité et du réseau
routier



Mission régionale d'autorité environnementale

Région Hauts-de-France

**Décision de la mission régionale
d'autorité environnementale
Hauts-de-France,
après examen au cas par cas,
sur la modification du plan local
d'urbanisme
de Merlimont (62)**

n°GARANCE 2020-5305

Décision après examen au cas par cas
en application de l'article R. 104-28 du code de l'urbanisme

La mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) Hauts-de-France, qui en a délibéré collégialement, le 18 mai 2021, en présence de Christophe Bacholle, Patricia Corrèze-Lénée, Hélène Foucher, Philippe Gratadour, Valérie Morel et Pierre Noualhaguet ;

Vu la directive n°2001/42/CE du Parlement Européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement et notamment son annexe II ;

Vu le code de l'urbanisme, notamment ses articles L. 104-1 à L. 104-8 et R. 104-1 et suivants ;

Vu le décret n°2016-519 du 28 avril 2016 portant réforme de l'autorité environnementale ;

Vu le décret n° 2015-1229 du 2 octobre 2015 modifié relatif au Conseil général de l'environnement et du développement durable, notamment son article 11 ;

Vu le règlement intérieur de la MRAe adopté le 8 septembre 2020, et notamment son article 6 ;

Vu l'arrêté de la ministre de la transition écologique du 11 août 2020 portant nomination de membres de missions régionales d'autorité environnementale du Conseil général de l'environnement et du développement durable (MRAe) ;

Vu la demande d'examen au cas par cas, déposée le 26 mars 2021 par la communauté d'agglomération des 2 Baies en Montreuillois, concernant la modification du plan local d'urbanisme de Merlimont, dans le département du Pas-de-Calais ;

Vu la contribution de l'agence régionale de santé Hauts-de-France du 7 mai 2021 ;

Considérant que la modification consiste en la modification des dispositions du règlement écrit sur les possibilités de desserte, la suppression de l'article 5 au regard de la loi ALUR et le transfert de l'exigence sur l'assainissement au sein de l'article 4, l'assouplissement des articles 6 et 7 au regard des bâtiments existants non conformes, l'autorisation de l'isolation par l'extérieur et la considération d'une surélévation potentielle, la précision de la règle régissant les pentes de toitures, la clarification des exigences relatives au stationnement, le remplacement du coefficient d'occupation des sols par le coefficient de biotope par surface, la modification des articles régissant les occupations autorisées au sein du secteur UCI correspondant à un village de vacances, ainsi qu'en la création de deux secteurs au règlement graphique, l'un interdisant le changement de destination de l'habitation vers le commerce sur la RD940 et l'autre obligeant le maintien de rez-de-commerces en centre-ville ;

Considérant que la modification projetée est de faible ampleur ;

Concluant qu'au vu de l'ensemble des informations fournies par la personne publique responsable, des éléments évoqués ci-avant et des connaissances disponibles à la date de la présente décision, le projet n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine au sens de l'annexe II de la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement ;

Décide :

Article 1^{er}

En application, des dispositions du chapitre IV du Livre Premier du code de l'urbanisme et sur la base des informations fournies par la personne publique responsable, la modification du plan local d'urbanisme de Merlimont, présentée par la communauté d'agglomération des 2 Baies en Montreuillois, n'est pas soumise à évaluation environnementale.

Article 2

La présente décision ne dispense pas des obligations auxquelles le projet présenté peut être soumis par ailleurs.

Elle ne dispense pas les projets, éventuellement permis par ce plan, des autorisations administratives ou procédures auxquelles ils sont soumis.

Une nouvelle demande d'examen au cas par cas du projet est exigible si celui-ci, postérieurement à la présente décision, fait l'objet de modifications susceptibles de générer un effet notable sur l'environnement.

Article 3

La présente décision sera publiée sur le site internet de la mission régionale d'autorité environnementale. En outre, en application de l'article R. 104-33 du code de l'urbanisme, la présente décision doit être jointe au dossier de consultation du public.

Fait à Lille le 18 mai 2021,

Pour la Mission régionale d'autorité
environnementale Hauts-de-France
Sa présidente



Patricia CORREZE-LENEE

Voies et délais de recours

Une décision soumettant un plan à évaluation environnementale peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa mise en ligne sur internet.

Elle peut également faire l'objet d'un recours gracieux formé dans les mêmes conditions. Les recours gracieux doivent alors être adressés à :

Madame la présidente de la Mission régionale d'autorité environnementale
DREAL Hauts-de-France
44 rue de Tournai
CS 40 259
59 019 LILLE CEDEX

La décision dispensant d'une évaluation environnementale rendue au titre de l'examen au cas par cas ne constitue pas une décision faisant grief, mais un acte préparatoire ; elle ne peut faire l'objet d'un recours direct, qu'il soit administratif, préalable au contentieux et suspensif du délai de recours contentieux, ou contentieux. Comme tout acte préparatoire, elle est susceptible d'être contestée à l'occasion d'un recours dirigé contre la décision ou l'acte autorisation, approuvant ou adoptant le plan, schéma, programme ou document de planification.



Région
Hauts-de-France

Direction
Agence Hauts de France 2040

Service aménagement régional

Cette lettre a été envoyée le :

14 AVR. 2021

à Pdt/I. Buffier *OS. Quinberg*

2021-1346

Réf : AHDF-2021-010088
Dossier suivi par : Stéphanie DEPREZ
Tél : 03 74 27 15 32
Mail : stephanie.deprez@hautsdefrance.fr

Monsieur Bruno COUSEIN
Président
Communauté d'agglomération des 2 Baies en
Montreuillois
11/ 13 Place Gambetta
62170 MONTREUIL SUR MER

Amiens, le 12 AVR. 2021

Objet : Notification dossier modifications PLU Merlimont : PPA

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre courrier daté du 26 mars 2021, reçu le 29 mars 2021, concernant la modification du Plan Local d'Urbanisme de la commune de MERLIMONT.

Les PLU sont des instruments opérant pour la gestion de l'espace et le développement équilibré des territoires. C'est pourquoi la Région porte un intérêt à ce document stratégique.

Le SRADDET Hauts-de-France a été adopté le 30 juin dernier et approuvé par le Préfet le 4 août 2020. Il est intégralement téléchargeable sur <https://2040.hautsdefrance.fr/download/sraddet-adopte-en-2020/>.

Au titre de l'article L 4251-3 du CGCT et selon la hiérarchie des normes, le SRADDET s'impose au Schéma de cohérence territorial et à défaut au PLU. La Région a décidé de concentrer son accompagnement sur les Schémas de cohérence territoriaux et c'est donc à travers le SCoT de votre territoire (qui intègre votre commune et le périmètre de votre PLU) que le SRADDET s'appliquera.

C'est pourquoi je vous prie de bien vouloir excuser l'absence des services régionaux au cours de la procédure citée en objet.

Veuillez croire Monsieur le Président, à l'assurance de ma considération distinguée.

Par délégation du Président du Conseil régional,

Sébastien ALA VOINE
Directeur

N.B. : Cet accusé de réception ne tient pas lieu d'avis de la Région sur le projet.



151, avenue du Président Hoover - 59555 Lille Cedex - Accès métro : Lille Grand Palais
Tél. (0)3 74 27 00 00 – fax (0)3 74 27 00 05 - hautsdefrance.fr

Conformément aux articles 39 et suivants de la loi 78.17 du 6 janvier 1978 modifiée, le droit d'accès et de rectification des informations vous concernant s'exerce auprès du Correspondant Informatique et Libertés de la Région Hauts-de-France